

Une fascisation new look

Jean-Pierre Garnier

Alors que la mise en place puis la prolongation indéfinie d'un paSS sanitaire liberticide laisse coite notre gauche hexagonale aux abois (électoralistes), ou ne suscite de sa part que des récriminations de pure forme, celle-ci n'a rien trouvé de mieux que de troquer l'anticapitalisme dont elle se réclamait jadis, réduit maintenant à un anti-néolibéralisme d'une parfaite innocuité politique, pour un antifascisme aussi agressif que dérisoire. Non pas, néanmoins, contre un gouvernement qui, sous couvert d'«urgence sanitaire», après l'«urgence antiterroriste» et en attendant l'«urgence climatique» ou «environnementale», met peu à peu en place, à la suite des précédents, un régime politique — pour ne pas dire policier— de surveillance, de contrôle et de contrainte où l'exception est devenue la norme et la liberté l'exception. Si «possibilité du fascisme» il y a, selon les intellectuels organiques de cette mouvance «progressiste» quelque peu ramollie, elle ne viendrait pas de ce durcissement autoritaire continu de notre régime républicain, mais, une fois de plus, de l'extrême droite. Ainsi voit-on ou entend t-on **les leaders et les porte-voix de la gauche officielle, tant «modérée» que «radicale**, éructer avec un bel ensemble depuis quelque temps contre la popularité indue dont bénéficierait, de la part des médias dominants, un Éric Zemmour de plus en plus diabolisé.

C'est à qui, en effet, dans les partis, syndicats, associations porteurs de la nouvelle bien-pensance ou sur les sites internet «alternatifs» rivalisera avec le plus d'ardeur pour appliquer à l'infâme intrus dans la politique politicienne la fameuse *reductio ad hitlerum* qui tient lieu d'argumentation dans un milieu «degôche» à court d'idées neuves pour changer non pas LE monde — le capitalisme s'en charge — mais DE monde, en admettant que cela demeure son intention. «Raciste», «misogyne», «homophobe», «antisémite», «populiste», «nationaliste»... On connaît le refrain en forme de litanie : il est composé des qualificatifs dépréciatifs qui reviennent en boucle dans les discours des pourfendeurs attirés et titrés du «polémiste» — titre dont on ne saurait bien sûr doter ceux qui l'affublent de la sorte, n'hésitant pourtant pas eux-mêmes à le couvrir d'opprobre et même, pour les plus excités, à

le menacer physiquement — qui incarnerait mieux ou plutôt pire que d'autres la «droitisation du débat public et de la société française», alors qu'ils n'ont fait qu'accompagner sans faillir tout au long des dernières décennies la mutation de la «deuxième gauche» sociale-libérale puis sociétale-libérale en deuxième droite. Car si «droitisation» générale il y a dans notre beau pays, c'est d'abord à cette dérive droitière d'une gauche en perdition qu'on le doit.

Aussi est-il a priori cocasse mais, au vu de ce qui précède, somme toute logique que ces lanceurs d'alerte contre le retour annoncé par eux d'une nouvelle peste brune ne trouvent pas grand chose à redire, mises à part quelques protestations mesurées et inconsistantes, à la dictature «sanitaire» en cours d'instauration dont ils s'accommodent assez bien, allant même pour les plus remontés à taxer de «complotisme» quand ce n'est pas d'obscurantisme réactionnaire ou d'irresponsabilité criminelle les gens qui refusent de s'y soumettre. Peu importe à ces fans de la cause «antifa» la création programmée d'un Ministère de la Vérité conseillé par Orwell, via la commission Bronner, préposé à la chasse aux *fake news* d'origine non gouvernementale. Et, sous couvert d'anticiper une résurgence de l'épidémie ou l'apparition d'une autre, la prolongation de l'obligation du paSS jusqu'à l'été prochain voire aux calendes grecques dans le cadre de la loi promise sur la «vigilance sanitaire».

En Italie, où un autre banquier, **Mario Draghi**, beaucoup plus haut placé que son homologue français Emmanuel Macron dans la hiérarchie de la finance transnationale, a pris les commandes de l'État, les manifestants se sont mobilisés en masses dans tout le pays pour protester contre l'imposition du paSS sanitaire baptisé «green pass», escrologie oblige, sans doute. Celui-ci est obligatoire en Italie pour accéder à son lieu de travail, quelle que soit la profession. Depuis son entrée en vigueur le 15 octobre, les manifestations se sont multipliées, mais aussi les arrêts maladie pour échapper aux licenciements qui menacent les récalcitrants à la pseudo-vaccination. Pourtant, le gouvernement de Mario Draghi n'a pas renoncé mais annoncé être prêt à étendre la troisième dose d'injection anti-Covid à toute la population d'ici janvier 2022, sans préciser cependant si le schéma vaccinal complet nécessaire pour le paSS sanitaire évoluera en conséquence.

Sans attendre que la situation empire en matière de restriction voire de suppression des libertés individuelles comme collectives, d'importantes

manifestations se sont déroulées samedi dernier dans toute la péninsule Italienne. Le 30 octobre a été en effet une journée où les grandes villes de l'Italie entière ont vécu au rythme des mobilisations populaires. De Turin à Bologne, en passant par Milan ou Trieste, les opposants à l'ausweiss fascisant ont battu le pavé pour exprimer leur mécontentement, parfois avec de légers débordements car certains cortèges n'ont parfois pas respecté les parcours prévus. *«Nous aidons le peuple en bloquant l'économie, pas celle du peuple mais celle de ceux qui pensent gouverner le pays et au contraire ont perdu la vision de la réalité. Ils ont essayé de nous diviser mais nous sommes plus unis que jamais.»* Accompagné d'une délégation de dockers, c'est par ces mots que le responsable syndicaliste du port de Trieste, Stefano Puzzer, s'est adressé depuis la Piazza Matteotti à Gênes aux manifestants. A Trieste, des milliers d'opposants au paSS ont défilé dans la rue, représentés désormais par le mouvement civique Coordinamento 15/10, dont Stefano Puzzer est le porte-parole. À Turin, où les manifestants appelaient *«à désobéir aux lois de l'Etat»* — initiative impensable pour une gauche française largement soumise et domestiquée —, les cortèges n'avaient pas été préalablement déclarés. Le procureur de la République de Turin a annoncé à ce titre qu'il entamerait des poursuites et inscrit une quinzaine de personnes sur le registre des suspects des manifestations contre le green paSS. À Milan, ils étaient plus de 4 000 manifestants pour le quinzième samedi de mobilisation, selon le journal européiste de «centre gauche» [sic] *La Repubblica*. En tête du défilé, on pouvait voir une banderole «In media stat virus» et un grand drapeau italien, tandis que les chants «No green pass» et «Les gens comme nous n'abandonnent jamais» étaient scandés. Lorsque les manifestants sont passés devant le Palazzo Marino où siège la municipalité, le maire de Milan, Giuseppe Sala, a été copieusement hué. C'était aussi la première fois que les manifestants s'étaient accordés avec la préfecture de police pour convenir d'un parcours qui devait se terminer devant le siège de la Rai, où des insultes contre les médias alignés ont fusé. Toutefois, le cortège ne s'est pas arrêté comme prévu. Après être arrivé jusqu'à la destination préétablie, il a pourtant repris sa marche vers les rues du centre, contraignant la police à intervenir pour bloquer le passage, sans heurts majeurs néanmoins d'après *La Repubblica*. Si Coordinamento 15/10 organise les manifestations à Trieste, à Milan, ce sont les mouvements No Paura Day (Journée sans peur) et Primum Non Nocere (Avant tout ne pas nuire) qui s'en chargent. Ils s'étaient d'ailleurs réunis sur la Piazza Duomo de Milan en début

d'après-midi, rassemblant au départ un millier de personnes auxquelles se sont ajoutées quelques centaines d'autres par la suite. D'autres manifestations ont également eu lieu à Rome, mais en rapport avec le G20, qui se tenait dans la Ville éternelle.

Revenons en France maintenant. Que faisaient pendant ce temps nos antifas hexagonaux, nouvelle avant-garde autoproclamée, alors que des milliers de manifestants antipaSS battaient aussi le pavé dans quelques villes françaises, en nombre certes plus restreint que les samedi précédents ? Plutôt que de rejoindre et grossir leurs rangs, 200 à 300 militants d'extrême gauche se sont rassemblées à Nantes ce même samedi pour protester contre la venue du candidat virtuel à l'élection présidentielle, relégué comme il se doit dans la «fachosphère» : Éric Zemmour en majesté pour un meeting au Zénith de la ville. Cette venue n'était évidemment pas du goût de ces trublions de l'«ultra gauche» accourus pour dénoncer et perturber le show où l'essayiste d'extrême droite comptait booster à la fois la vente de son dernier bouquin et sa candidature attendue au pouvoir suprême. *«Ça ressemble vraiment aux années 30, ce sont des paroles qui poussent à la haine, qui poussent à l'acte»*, s'exclamait à propos de la prose de Zemmour un jeune contre-manifestant qui, outre qu'il ne connaissait de ces années que ce qu'en racontent les maîtres à penser d'une extrême gauche largement lobotomisée, faisait en plus sans le savoir le jeu de leur ennemi désigné. Car qui était mu par «la haine» en l'occurrence, au point d'avoir envie d'en découdre et de recourir à la violence ? Qui, sinon les militant «antifas» qui, répondant à l'appel notamment du collectif «Nantes révoltée», parvenaient finalement à entrer de force dans l'enceinte du Zénith, à bloquer une porte du site et à jeter bas les grilles. C'est à leur initiative que les heurts éclatèrent entre sympathisants du «polémiste» et opposants, nécessitant l'intervention de la flicaille. Pendant plusieurs heures, celle-ci a dû protéger les abords du Zénith à coups de grenades lacrymogènes, tandis que les supporters d'Éric Zemmour scandaient le nom de leur héros : «Zemmour président !». Un Zemmour dont le visage sur plusieurs affiches apposées dans les rues de Nantes les jours précédents pour annoncer son arrivée avait été orné d'une cible. Ce qui n'avait pas manqué, comme il fallait s'y attendre, de faire réagir l'organisateur des déplacements du «polémiste»: *«Les cibles, ça veut dire quelque chose, une cible sur la tête de quelqu'un c'est un appel au meurtre.»* Il n'avait pas compris que nos «antifas» s'étaient contentés de pousser un peu loin la «polémique» avec l'intéressé.

Il faut dire, notamment à l'intention des naïfs qui, prenant au sérieux les élucubrations savantes aujourd'hui en vogue parmi une certaine gauche dite radicale, trouveraient exagéré de parler de lobotomie à son égard pour définir l'état actuel de sa réflexion politique, que la «possibilité du fascisme» dont ses influenceurs diplômés lui rebattent les oreilles relève du fantasme. À mettre l'accent de manière obsessionnelle, comme le veulent la «cancel» inculture et autres «wokonneries importées des campus étasuniens, sur les diverses «discriminations» et «oppressions» dont les «minorités» — enfermées de manière despotique par leurs soutiens dans leurs «identités» respectives et interchangeables — seraient victimes, ils en arrivent en effet à discerner un peu partout la preuve d'une montée fascisante sauf là où elle s'effectue, c'est-à-dire au sein même notre «État de droit» en train de se transmuier carrément en un État de droite si tant est qu'un tel pléonasme puisse désigner la logique mortifère de cette transformation.

Il est vrai qu'il est d'autant plus difficile à nos «antifas» de prendre conscience de ce processus qu'ils ne sont pas les derniers à se plier sans trop broncher aux injonctions à l'injection et à exhiber leur QR code pour vaquer à leurs occupations ni même à s'apposer des masques dits de protection contre la contamination puisque, à la différence des baillons, cela ne les empêche pas de continuer à pérorer. Certes, comme pris de remords à force de focaliser l'attention de leurs ouailles sur une fascisation «old style» qui, comme «l'insurrection» qu'ils appellent simultanément de leurs vœux, tarde à venir, certains de leurs mentors académiques tiennent quand même à leur rappeler que les mouvements sociaux et les différentes gauches ne devraient pas pour autant se montrer indifférents au déclin des libertés publiques et des droits démocratiques, de plus en plus bafoués par les autorités étatiques. En ne se rendant pas compte, tous futés que prétendent être ces donneurs de leçons révolutionnaires, que c'est précisément là où réside la fascisation en cours. Celle-ci, comme toujours, reste la réponse ultime de la bourgeoisie lorsque le capitalisme en crise se trouve dans une impasse. Mais point n'est besoin pour elle de changer *de* régime. Il lui suffit de changer *le* régime comme le prouve l'état d'urgence permanent imposé de nos jours aux Français.

